

Observatoire « Russie, Europe orientale et Caucase du Sud »*

Débats stratégiques



Centre Russie/NEI

Note n° 25(58)

Avril 2021

Points clés

- Les perspectives de développement de l'IA militaire russe sont limitées par le manque de ressources, mais aussi l'approche conservatrice de la Russie en la matière.
- Le silence relatif de V. Poutine sur la politique étrangère lors de son allocution serait dû au fait qu'il mise davantage sur les opérations secrètes et ne souhaite pas attirer l'attention de la population à ces sujets.

Outil militaire : capacités et modernisation

L'expert militaire de *Riddle* P. Louzine affirme que **la modernisation de l'armée russe depuis 2010 s'accompagne d'un effort particulier sur l'intelligence artificielle**. La Russie met au point des systèmes de gestion automatisés pour accélérer la transmission d'informations sensibles et faciliter la prise de décisions. Parmi les principaux vecteurs, figurent l'accroissement de l'efficacité de l'aviation et de l'artillerie pour optimiser l'utilisation des munitions, la modélisation informatique des campagnes et l'optimisation de l'approvisionnement des troupes. Cependant, **la Russie adopte dans ce domaine une « approche conservatrice », caractérisée par la limitation des ressources et la volonté de préserver l'ordre existant dans l'armée**. De fait, l'efficacité de ces technologies est entravée par l'obligation de tout consigner par écrit et le risque de saturation des échelons de commandement supérieurs (le processus décisionnel reste très hiérarchisé et centralisé). **À cela s'ajoute un manque de compétences techniques chez les officiers russes et une incompatibilité entre les composants électroniques importés et les systèmes de fabrication nationale**. En outre, les salaires dérisoires que proposent les structures publiques (autour de 500 euros mensuels) ne permettent pas de recruter suffisamment d'experts ; la création en 2013 de « troupes scientifiques » qui mobilisent des étudiants spécialisés dans ces domaines ne résout que partiellement ce problème. Enfin, l'introduction de l'IA dans l'armée russe peut aussi engendrer des dérives : les officiers risquent de se reposer excessivement sur les algorithmes pour prendre des décisions et se dédouaner sur les machines en cas d'échec (*Riddle*, 19 mars 2021).

Élites / *siloviki*

Pour T. Stanovaïa, de *R-Politik*, bien que la politique étrangère ait tenu peu de place dans l'allocution présidentielle du 20 avril, elle reste le principal centre d'intérêt de V. Poutine. Celui-ci semble désormais vouloir éviter d'informer la population de ses projets, où une part croissante est dévolue aux opérations secrètes (*Centre Carnegie de Moscou*, 21 avril 2021).

Russie /Occident

Pour M. Samoroukov, du Centre Carnegie de Moscou, **la mise en cause par Prague des services spéciaux russes dans l'explosion d'un dépôt de munitions en**

Points clés

- On observe un retour à la logique de blocs en Europe centrale et orientale : Minsk s'aligne sur Moscou vis-à-vis de Kiev, tandis qu'à Prague, la défiance envers la Russie fait désormais consensus.
- Les nouvelles sanctions américaines contre la Russie n'auront qu'un impact restreint tant qu'elles n'affecteront pas le système SWIFT.
- Ankara se rapproche de Kiev pour renforcer son rôle régional, mais cherche aussi à préserver sa relation avec Moscou. En cas d'escalade dans le Donbass, la Turquie cherchera probablement à jouer un rôle de médiateur sans prendre part aux opérations militaires.

République tchèque en 2014 aura de lourdes répercussions sur la coopération russo-européenne, en particulier énergétique. La poursuite du projet Nord Stream 2 dans ces conditions semble inconcevable. Dans le même temps, **le « complot » d'opposants biélorusses contre A. Loukachenka déjoué (et probablement orchestré) par les services secrets russes préfigure un renforcement de l'intégration russo-biélorusse** et la perte probable par Minsk de sa souveraineté (*Centre Carnegie de Moscou*, 19 avril 2021).

Pour M. Vedernikov, de l'Institut de l'Europe, une rupture totale de la coopération énergétique entre la République tchèque et la Russie n'est pas à l'ordre du jour. Du point de vue du gouvernement tchèque, l'interdiction faite à Rosatom de participer à l'appel d'offres pour l'extension de la centrale nucléaire de Dukovany devrait suffire à contenir l'influence russe dans le pays. Néanmoins, la perception de Moscou comme une menace fait désormais consensus au sein des élites politiques et économiques tchèques, qui étaient jusqu'à présent fortement divisées sur la relation avec la Russie (*RBK*, 19 avril 2021).

Pour Iou. Vymiatnina, de l'Université européenne de Saint-Petersbourg, **le nouveau paquet de sanctions américaines (adopté en avril) est un avertissement symbolique dont l'impact restera limité**. Les sanctions interdisent aux institutions financières d'acquiescer de la dette russe sur le marché primaire, mais laissent la possibilité de la racheter sur le marché secondaire. Les Américains ne voulant pas aller à l'encontre de leurs propres intérêts financiers, les sanctions lourdes redoutées, telle que l'exclusion du système SWIFT, n'ont pas été actées. Le système financier russe étant habitué aux mesures punitives, les titres russes restent relativement attractifs et le rouble devrait rebondir rapidement (*Rosbalt*, 15 mars 2021).

Bélarus

Le politologue biélorusse V. Karbalevitch, du Centre national d'initiatives stratégiques « Est-Ouest » (Minsk), observe que Minsk a renoncé de fait à la neutralité sur le dossier ukrainien et aligne désormais son discours sur celui de Moscou. A. Loukachenka démontre ainsi sa loyauté au Kremlin pour conserver son soutien, au détriment des intérêts nationaux biélorusses (*Nezavissimaïa Gazeta*, 20 avril 2021).

Ukraine / Mer Noire

Selon K. Semenov, politologue chez *Forbes.ru*, la volonté d'Ankara de participer à la « plateforme internationale sur la Crimée » (initiative lancée pour la « désoccupation » de la Crimée) et son soutien apporté à la candidature de l'Ukraine à l'OTAN montrent que **la Turquie n'est pas disposée à sacrifier sa relation avec l'Ukraine pour ménager la Russie**. Deux facteurs principaux motivent la position turque : d'une part, la solidarité envers les Tatars de Crimée (turcophones) ; d'autre part, l'ambition de renforcer son rôle dans la région de la mer Noire et au sein de l'OTAN. Seule une concession politique déterminante de la Russie, comme une diminution de son soutien au régime Assad, pourrait conduire Ankara à infléchir sa politique ukrainienne en faveur de Moscou. Cependant, **la Russie reste un partenaire économique majeur pour la Turquie**, qui aurait beaucoup à perdre de la dégradation du lien bilatéral. **Dans le cas d'une éventuelle escalade des tensions dans le Donbass, Ankara chercherait probablement à s'imposer comme médiateur**, sans prendre part directement au conflit, à l'instar de Moscou lors de la guerre du Haut-Karabagh à

Points clés

- Si la Russie a retiré (temporairement ?) ses troupes terrestres de la frontière avec l'Ukraine, elle maintient sa présence navale en mer Noire et impose des restrictions d'accès aux navires militaires étrangers, ce qui maintient cette zone sous pression. L'OTAN (dont la Turquie) ne la laissera cependant pas occuper seule le terrain.
- Moscou envisagerait un blocus des ports ukrainiens pour étouffer le pays économiquement.

l'automne 2020 (*Forbes.ru*, 14 avril 2021).

Pour l'expert militaire de *Novaïa Gazeta* P. Felgengauer, **les manœuvres russes en mer Noire ont mobilisé d'importantes forces d'aviation de combat et de navires de débarquement**. Au total, jusqu'à 25 navires de débarquement de différents types ont été déployés, capables de débarquer jusqu'à 5 000 soldats en une seule fois, puis de revenir chercher des renforts. En outre, au cours de ces dernières années, six sous-marins *Varchavianka* ont été transférés en mer Noire où ils semblent occuper des positions de combat, ne remontant en surface que pour recharger leurs batteries. En cas de dégradation de la situation, les pays de l'OTAN pourraient déployer des navires de faible tonnage dans la zone (sans dépasser la limite prévue par la Convention de Montreux). La marine turque – qui n'est pas régie par les restrictions de Montreux – s'y joindrait probablement. Le risque d'affrontements serait particulièrement élevé si des escadrons d'avions de combat de l'OTAN apparaissaient dans les bases aériennes des pays de la mer Noire (*Novaïa Gazeta*, 21 avril 2021).

Pour V. Kachine, du Haut collège d'économie, **la décision russe de fermer pour six mois le passage vers trois zones de la mer Noire aux navires militaires étrangers constitue une mesure préventive contre d'éventuelles « provocations » occidentales** dans la région. La Russie anticipe l'entrée de bâtiments américains (ou alliés) dans les eaux de la péninsule de Crimée, s'accompagnant d'une violation des droits de passage – sur le modèle des actions américaines en mer de Chine méridionale (*Kommersant*, 20 avril 2021).

Pour l'expert militaire (et colonel de réserve) Ch. Gareïev, au 22 avril, pratiquement tous les exercices d'inspection de l'armée russe, y compris ceux effectués en Crimée, touchent à leur fin. Cependant, la présence militaire russe dans la région devrait se maintenir : un entraînement au combat aura lieu le 1^{er} juin, et tout l'été sera consacré à la préparation de l'exercice stratégique *Zapad-2021*, auquel les unités et les formations du district militaire Sud devraient prendre la part la plus active. Cette activité militaire au Sud est indissociable du contexte géopolitique tendu dans la zone Azov-mer Noire. Pour sa part, A. Nikolski, de *Vedomosti*, estime que les propos de S. Choïgou sur la nécessité de surveiller l'exercice otanien *Defender Europe* préfigurent un retour possible des troupes russes dans la région (*Nezavisimaïa Gazeta*, 22 avril 2021).

Selon V. Kravtchenko, de *Zerkalo Nedeli* (Kiev), **V. Poutine aurait récemment tenu une réunion secrète pour « écraser l'Ukraine par des moyens économiques »**. Il s'agit, premièrement, de terminer le gazoduc Nord Stream 2 dans les cinq mois à venir, avant le départ d'A. Merkel (qui soutient le projet), ce qui réduira les recettes que l'Ukraine tire du transit. Deuxièmement, **Moscou pourrait mettre en place un blocus économique des ports ukrainiens**. Il n'aurait même pas besoin d'enfreindre formellement le droit maritime : il lui suffirait d'invoquer des motifs juridiquement valables, comme l'endommagement des feux de circulation ou la conduite de travaux sous-marins, pour quelques semaines ou mois. Moscou pourrait aussi ralentir considérablement le trafic à destination des ports ukrainiens pour lui faire perdre sa rentabilité. Selon A. Ryzhenko, expert du Centre pour les stratégies de défense et ancien chef adjoint de l'état-major de la marine ukrainienne, la Russie a les moyens de mettre en œuvre un tel scénario sans difficulté. Pour y répondre, l'Ukraine pourrait déployer des missiles antinavires, qui auraient un effet dissuasif. Il serait également pertinent de dénoncer l'Accord russo-ukrainien sur la mer d'Azov, afin de délimiter les eaux territoriales de chaque État pour garantir la liberté de circulation des navires

Points clés

- Les forces séparatistes du Donbass constituent désormais une armée à part entière, nombreuse, équipée et bien informée.
- Parmi les élites politico-militaires russes, beaucoup estiment qu'une « guerre éclair » suffirait à détruire l'État ukrainien.

de l'Ukraine. Enfin, des patrouilles conjointes de l'OTAN dans la zone pourraient avoir un effet dissuasif, mais il semble que les partenaires occidentaux de l'Ukraine soient trop frileux pour une telle entreprise (*Zerkalo Nedeli*, 21 avril 2021).

Pour le journaliste de *Moskovskii Komsomolets* M. Karpeniouk, une intervention militaire ukrainienne dans le Donbass pourrait s'effectuer dans trois directions principales : Gorlovka, Donetsk et Marioupol. L'armée ukrainienne reste relativement sous-équipée, en particulier en matière d'aviation et d'artillerie ; cependant, ses drones pourraient mettre en difficultés les forces séparatistes, qui sont bien dotées en moyens de guerre radio-électronique mais manquent de systèmes de défense antiaérienne modernes. En revanche, Kiev ne pourrait pas miser sur l'effet de surprise. Les services de renseignement séparatistes « savent tout de l'ennemi » : emplacements, postes de commandement, armes lourdes, réserves et itinéraires de déplacement. En outre, **les combattants séparatistes constituent aujourd'hui des forces armées à part entière**. Leur nombre s'élèverait à 40 000, soit 2,5 fois plus qu'en 2015-2016. Ils disposeraient de 650 chars, plus de 200 systèmes de roquettes, environ 500 systèmes d'artillerie et 300 véhicules blindés. Les récentes déclarations de V. Poutine montrent aussi que le Donbass pourra compter sur l'aide de la Russie (*Moskovskii Komsomolets*, 30 mars 2021).

Pour P. Felgengauer, les manœuvres russes massives (y compris le déploiement de missiles balistiques intercontinentaux) dans le contexte du conflit avec l'Ukraine constituent une démonstration de force visant à montrer que la Russie est prête à tout scénario, y compris celui d'une guerre nucléaire. L'objectif est de contraindre Kiev à faire des concessions substantielles : application des accords de Minsk conformément à l'interprétation qu'en fait Moscou, rétablissement des chaînes de télévision prorusses, arrêt des « persécutions » contre le politicien prorusse V. Medvedtchouk, garantie que l'Ukraine ne rejoindra ni l'OTAN ni l'UE. **À Moscou, beaucoup considèrent qu'une menace suffisamment lourde, éventuellement suivie d'un blitzkrieg, pourrait parachever la destruction de l'État ukrainien**. Néanmoins, une « inspection de contrôle de la préparation au combat » de cette ampleur nécessite des moyens considérables ; elle ne pourra pas être répétée avant plusieurs mois (*Novaja Gazeta*, 12 avril 2021).

Pour V. Fesenko, de l'Institut Penta (Kiev), une rupture des relations diplomatiques entre l'Ukraine et la Russie (à laquelle a appelé l'aile droite du parti présidentiel) est peu probable à moins d'une agression militaire russe. Cependant, elle permettrait de redynamiser le format « Normandie », en obligeant Paris et Berlin à renforcer leur implication pour répondre à cette nouvelle donne. Par ailleurs, R. Bortnyk, directeur de l'Institut ukrainien d'analyse et de gestion politiques, estime que **l'appel de ces mêmes députés à déployer des forces de l'OTAN en Ukraine n'est qu'un « coup de communication » destiné à attirer l'attention des Occidentaux et à irriter Moscou**. Une telle initiative nécessiterait en effet de modifier la Constitution ukrainienne, qui interdit le déploiement de bases étrangères dans le pays. Kiev contourne déjà cette interdiction au moyen de longues formations et d'exercices conjoints avec des forces de l'Alliance (*Gazeta.ru*, 20 avril 2021).

V. Fesenko estime aussi qu'indépendamment du président ukrainien, la mise en œuvre des accords de Minsk est impossible, car le parlement n'acceptera jamais de voter aux deux-tiers pour l'octroi d'un statut spécial au Donbass. Pour le politologue S. Gaïdaï (*Gaïdaï.com*, Kiev), aucun président ukrainien ne pourra faire évoluer la situation ; seul

Points clés

- À l'approche des élections législatives en Arménie, Moscou soutiendra probablement de façon équilibrée les partis politiques concurrents de N. Pachinian et R. Kotcharian, dès lors qu'ils sont prêts à mettre en œuvre le processus de règlement du conflit du Haut-Karabagh, en particulier la réouverture des axes de transport régionaux.
- Le rapprochement russo-égyptien se matérialise par de grands projets économiques et énergétiques, mais ces derniers sont menacés par l'instabilité sécuritaire qui affecte le pays.

un changement de président russe permettrait un règlement du conflit (*RBK*, 31 mars 2021).

Caucase du Sud

K. Krivocheïev, de *Kommersant*, estime que **Moscou adoptera une politique équilibrée dans le contexte des élections législatives anticipées de juin 2021 en Arménie**. Le Kremlin ne cherchera pas à évincer le mouvement du président Pachinian. D'une part, celui-ci s'est avéré un interlocuteur relativement commode. D'autre part, son principal adversaire R. Kotcharian est certes ouvertement prorusse, mais la plupart des Arméniens sont largement défavorables au retour des « vieilles élites ». Pour Moscou, soutenir ouvertement Kotcharian reviendrait à s'aliéner le soutien de la population arménienne. Par conséquent, la Russie mènera probablement une politique équilibrée de soutien aux différentes forces. Bakou, pour sa part, s'efforcera vraisemblablement d'appuyer discrètement le camp de N. Pachinian contre celui des « revanchistes », militaires et partisans de Kotcharian (*Centre Carnegie de Moscou*, 15 avril 2021).

A. Iskandarian, directeur de l'Institut du Caucase à Erevan, considère que **la réouverture et la reconstruction des routes commerciales entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie est une priorité pour le Kremlin**, qui voit dans le développement des échanges économiques régionaux une première étape dans le règlement du conflit. **À l'approche des élections législatives arméniennes, la préoccupation principale de Moscou est donc de s'assurer que le prochain gouvernement mettra en œuvre ce programme**, malgré un certain nombre de problèmes non résolus comme la libération des prisonniers de guerre arméniens. Pour la rédaction de *Kommersant*, le mouvement de N. Pachinian obtiendra probablement la majorité aux prochaines élections législatives. Cependant, même en cas de victoire de R. Kotcharian, les accords tripartites sur le Haut-Karabagh seront probablement préservés (*Kommersant*, 8 avril 2021).

Moyen-Orient

Selon M. Belenkaïa, de *Kommersant*, deux projets d'infrastructure constituent une priorité pour Moscou et le Caire : la construction de la centrale nucléaire d'Ed-Dabaa et l'implantation d'une zone industrielle russe près du canal de Suez. Néanmoins, **l'instabilité de la situation sécuritaire en Égypte constitue un risque majeur pour la réalisation de ces projets**. Le dialogue entre les deux pays devrait permettre d'accroître la coopération dans la lutte contre le terrorisme et contribuer à l'amélioration de la situation socio-économique égyptienne. En outre, en dénonçant le rapprochement turco-ukrainien lors de sa visite en Égypte, principal rival régional de la Turquie, le ministre des Affaires étrangères S. Lavrov a envoyé un signal fort à Ankara (*Kommersant*, 13 avril 2021).

N. Plotnikov, de l'Institut d'études orientales, souligne que l'Égypte fonde de grands espoirs dans le partenariat avec la Russie pour résoudre les problèmes liés au partage de l'eau dans la région, développer le secteur non pétrolier de son économie et réduire l'impact négatif des conflits régionaux. Pour la Russie, le plus grand pays du monde arabe et le deuxième d'Afrique représente un marché d'exportation considérable pour les produits et services russes. Le fait que l'Égypte contrôle le canal de Suez en fait aussi un partenaire stratégique déterminant (*Nezavisnimaïa Gazeta*, 11 avril 2021).

Points clés

- Le projet russe d'un système de sécurité collectif dans le golfe Persique suscite l'intérêt des acteurs régionaux (notamment de l'Iran), mais pourrait être mis à mal par les dissensions entre les pays de la région, en particulier israélo-iraniennes.
- L'armée russe, qui semble opérer sans avoir une stratégie globale, souhaite prendre sa revanche sur Idlib, au risque d'une confrontation avec la Turquie.

Pour V. Naoumkine (MGU) et V. Kouznetsov (Institut des études orientales), **l'attractivité des initiatives sécuritaires russes, en particulier la Conception de sécurité collective dans le golfe Persique, constituera l'un des principaux vecteurs d'influence de Moscou au Moyen-Orient**. A. Baklanov, professeur au Haut collège d'économie de Moscou et vice-président de l'Association des diplomates russes, revient sur la conférence sur le Proche-Orient qui s'est tenue à Moscou les 30 et 31 mars, et souligne que **l'Iran n'a formulé aucune réserve quant à la proposition russe de créer un système de sécurité régionale dans le golfe Persique**. Cependant, si la conférence a été constructive, elle a aussi révélé les désaccords profonds entre les acteurs régionaux. En particulier, les tensions entre Tel-Aviv et Téhéran apparaissent comme l'obstacle principal à la réalisation du projet russe (*Club Valdai*, 8 avril 2021, *Club Valdai*, mars 2021).

Selon I. Timofeïev, du *Club Valdai*, Moscou préconise une « approche synchronisée » entre Washington et Téhéran pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien : le dégel des actifs iraniens et le retrait des sanctions côté américain, en contrepartie de l'application par l'Iran des accords signés à Vienne le 14 juillet 2015. **L'approche russe se heurte cependant à un certain nombre d'obstacles : le contexte préélectoral iranien, qui pourrait conduire à un durcissement de la position de Téhéran, et la marge de manœuvre limitée de J. Biden** (*Club Valdai*, 6 avril 2021).

Selon A. Choumiline, de l'Institut de l'Europe, **les bombardements russes d'un hôpital près d'Idlib dans la zone sous contrôle turc révèlent une absence de stratégie globale et une influence croissante des forces armées** sur la prise de décision : « Les généraux font ce qu'ils veulent, et les fonctionnaires à Moscou doivent justifier leurs actions pour ne pas révéler le dysfonctionnement de l'État ». De nombreux militaires et élites politiques (y compris au Kremlin) souhaiteraient une victoire éclatante sur Idlib, donc sur les forces turques, afin de venger la défaite de mars 2020. Or, une offensive russe risque de conduire à des affrontements avec l'armée turque sur le terrain et, plus largement, de « pousser Ankara dans les bras de l'Europe » (*Rosbalt*, 25 mars 2021).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.